

LETTRE ECONOMIQUE de Cuba

Une publication du SE de La Havane
Janvier 2026

En bref

La Banque centrale a annoncé l'entrée en vigueur d'une transformation progressive du marché des changes à partir du 18 décembre 2025. Cette mesure vise selon les autorités à remédier aux dysfonctionnements du marché actuel. Le marché de change se base désormais sur trois segments dont un flottant : -Segment I : taux fixe de 1 USD pour 24 pesos. Ce segment est réservé aux opérations publiques qui soutiennent les services publics essentiels, tels que l'approvisionnement en médicaments, en carburants, en électricité, en produits de première nécessité et en transports. Son maintien à un taux symbolique répond selon la BCC à la nécessité de ne pas répercuter les hausses brutales des prix sur la population. - Segment II : taux fixe de 1x120. Ce segment concerne les entités publiques et mixtes génératrices de revenus extérieurs. Ce taux vise à offrir des conditions plus compétitives aux exportateurs et aux acteurs susceptibles d'attirer des devises. -Segment III : taux de change flottant. Il s'applique aux personnes physiques et aux formes de gestion non étatiques. Le taux fluctuera en fonction de l'offre et de la demande du marché et sera publié quotidiennement par la Banque centrale de Cuba. Selon les autorités, ce taux ne serait que temporaire dont l'objectif in fine serait de conduire à une unification des taux.

LE CHIFFRE A RETENIR

410 CUP

Valeur pour 1 dollar du troisième taux officiel flottant au 18 décembre, jour de son entrée en vigueur.

Relations extérieures

Commerce extérieur cubain

Une baisse significative des échanges commerciaux, particulièrement marqués en ce qui concerne les exportations.

En 2024, le commerce extérieur de Cuba a enregistré une baisse significative de 10% par rapport à 2023, atteignant 9,5 Mds USD, selon les données officielles publiées par l'Office national de la statistique et de l'information (ONEI). Cette diminution des échanges s'explique par une baisse combinée des exportations (qui atteignent 1,5 Md USD, soit -7%) et des importations (8 Mds USD, -10%). Si le déficit commercial cubain s'est réduit en 2024, celui-ci atteint néanmoins les 6,6 Mds USD (7,4 Mds USD en 2023).

En 2024, la structure des importations cubaines est similaire à celle observée les années précédentes : les trois principaux postes – carburants, produits alimentaires et animaux vivants, machines et équipements de transport – représentent environ 70% du total des importations. La baisse des importations, qui représentent près de 85% des échanges commerciaux de Cuba, s'explique notamment par une diminution des importations de combustibles et lubrifiants, minéraux et produits connexes, premier poste d'importation. Bien que le rapport de l'ONEI ne précise pas le montant de ces importations pour l'année 2024, celles-ci étaient estimées à 2,3 Mds USD en

2023 (soit 1 Md USD de moins qu'en 2022). Les importations de produits alimentaires (et notamment céréales et viandes) et animaux vivants sont quant à elles en augmentation constante sur les cinq dernières années, atteignant 2,3 Mds USD en 2024 (+6% par rapport à 2023).

Concernant les exportations, les ventes de métaux maintiennent leur première position avec 600 M USD, après une chute des ventes entre 2022 et 2023 passant de 1 Md en 2022 à 0,6 Md USD.

Les exportations cubaines dans le secteur agroalimentaire ont connu une chute progressive au cours des dernières années, atteignant 86 M USD en 2024 (montant divisé par deux par rapport à 2022 et par 3 par rapport à 2020).

Ainsi, l'année 2024 creuse la tendance observée ces dernières années : la hausse des importations de produits alimentaires, combinée à une baisse constante des exportations (en particulier le sucre et les produits de la pêche) témoigne d'une dépendance chaque fois plus importante de l'île vis-à-vis de ses fournisseurs afin de répondre aux besoins alimentaires de sa population. Les exportations de boissons (notamment de rhum) et de produits pharmaceutiques ont également enregistré une diminution, respectivement de 19% et 15% g.a.

Une balance des services largement excédentaire.

En 2024, les services se maintiennent comme le premier poste de revenus pour Cuba et la principale source de devises de l'économie de l'île. Les exportations ont enregistré une hausse, passant de 6,8 à 7,8 Mds en 2024, tandis que les importations ont atteint 847 M USD, après un record en 2023 de 1,2 Md. Ainsi, la balance des services est à nouveau très largement excédentaire, les exportations représentant 90% du total des échanges de services de Cuba.

Les services de santé (principalement envoi de médecins cubains à l'étranger), sont le premier poste d'entrée de devises à Cuba et ont atteint 5,4 Mds USD en 2024 (+21% g.a.), représentant près de 70% de l'ensemble des exportations de services. Les services de « voyages » (qui incluent l'hébergement et la restauration) et de transport maintiennent leur seconde position avec les mêmes résultats qu'en 2023 avec 1,3 Mds USD. Les exportations dans le secteur des télécommunications, services informatiques et de l'information ont à nouveau enregistré une diminution, pour atteindre 98 M USD, contre 112 M USD en 2023. Les importations de services ont chuté de 26% en un an.

Baisse des échanges avec le Venezuela et la Russie, au profit d'une augmentation du commerce avec la Chine et l'Espagne.

Pour la première fois, la Chine est le premier partenaire de l'île avec des échanges dépassant les 1,5 Mds USD, avec une hausse de 17% g.a. en 2024. L'Espagne conserve sa seconde place malgré un commerce bilatéral en baisse de 15% g.a. d'environ 1,2 Mds USD. 2024 confirme la tendance à la baisse des échanges commerciaux avec ces principaux partenaires historiques. Avec des échanges atteignant 912 M USD, le Venezuela, premier partenaire en 2023, n'atteint que la troisième place avec une baisse de 44% g.a. du commerce bilatéral. Après une chute de 46% g.a. en 2023 le commerce avec la Russie enregistre une nouvelle contraction avec des échanges atteignant 308 M USD en 2024, contre 373 M USD l'année passée. A eux seuls, la Chine, l'Espagne, le Venezuela et le Canada (682 M USD) représentent près de 45% du commerce extérieur cubain.

Avec 2,3 Mds USD d'échanges de marchandises en 2024, l'UE représente 25% du commerce extérieur de Cuba et reste, de loin, le principal partenaire commercial de l'île.

Relations France-Cuba

Prolongation de la ligne de crédit court-terme

La France met à disposition plusieurs outils financiers de soutien à l'activité économique française à Cuba, dont le dispositif d'une ligne de crédit à l'export qui a été prolongé, garantie par l'Etat français, de projets à court terme gérée par BPI Assurance Export contribuant au maintien de notre commerce bilatéral.

41^{ème} édition de la Foire Internationale de La Havane

La 41^{ème} édition de la Foire Internationale de La Havane (FIHAV) a eu lieu du 24 au 29 novembre au parc des expositions ExpoCuba. Il s'agit de l'événement commercial multisectoriel le plus important organisé à Cuba, qui rassemblait cette année près de 50 pays et plus de 700 entreprises, dont 240 sociétés cubaines, selon les autorités.



Pour la troisième année consécutive, le nouveau secteur privé cubain était également représenté, avec 61 PME cubaines.

Le 25 novembre, « Journée de la France », les entrepreneurs français se sont réunis afin d'échanger sur leurs activités respectives et leur vision du marché cubain.

L'inauguration a eu lieu dans la matinée, en présence de la vice-ministre cubaine des Energies et des mines, Tatiana Amaran Bogachova.

Zoom sectoriel

Investissements étrangers à Cuba : signaux d'ouverture face à un contexte contraint

Lors du Forum des investissements de la Foire internationale de La Havane 2025 (FIHAV), l'un des principaux espaces de promotion économique du pays, le Vice-premier ministre et ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, Oscar Pérez-Oliva Fraga, a annoncé une série de mesures destinées à attirer de nouveaux capitaux étrangers dans un contexte où l'économie cubaine fait face à une forte contraction de l'activité, une insuffisance prolongée de devises et un affaiblissement notable des capacités de production nationale. Le nouveau décret en cours de préparation introduirait un schéma de fonctionnement plus flexible, permettant aux entreprises à participation étrangère d'opérer simultanément en monnaie nationale et en devises, un point crucial pour les opérations quotidiennes dans un pays où les restrictions de change constituent des obstacles majeurs. Le gouvernement entend également accorder une autonomie de gestion accrue, autorisant ces entreprises à utiliser des infrastructures étatiques sous-exploitées afin de réduire les coûts initiaux d'implantation. L'ouverture de comptes bancaires à l'étranger, longtemps demandé par les investisseurs, vise à faciliter les flux financiers et à contourner certaines limitations du système bancaire local. Par ailleurs, l'annonce de nouveaux tarifs

en devises, présentés comme mieux alignés sur les réalités économiques, répond à la nécessité de clarifier et de stabiliser l'environnement tarifaire dans plusieurs secteurs clés.



Source: Cubadebate

Sur le plan administratif, les autorités ont réaffirmé leur volonté de réduire les lourdeurs bureaucratiques qui freinent depuis longtemps la mise en œuvre de projets. La suppression de l'obligation de présenter une étude de faisabilité — souvent considérée comme coûteuse et difficile à élaborer en l'absence de données fiables — constitue un changement majeur. Elle sera remplacée par un plan d'affaires détaillé. Cette simplification devrait raccourcir les délais d'approbation, qui dépassent aujourd'hui fréquemment un an, et contribuer à améliorer la transparence du processus d'évaluation des projets.

Focus sur les secteurs prioritaires : tourisme, commerce, énergie et immobilier.

Plusieurs mesures ciblent des secteurs jugés prioritaires pour la relance économique. Dans le tourisme, secteur

historiquement moteur mais fragilisé par la baisse prolongée des arrivées internationales, la possibilité de louer des hôtels à des entreprises étrangères marque une ouverture significative. Ces entreprises seront automatiquement reconnues comme investisseurs à capital entièrement étranger, ce qui leur garantit les avantages fiscaux, opérationnels et juridiques déjà prévus par la loi sur les investissements étrangers. Dans les domaines du commerce et de l'énergie, l'annonce selon laquelle tout investisseur étranger pourra commercialiser en gros ses produits et services auprès de tout acteur national solvable constitue une avancée importante, en particulier pour des chaînes d'approvisionnement actuellement en difficultés. De même, l'investisseur étranger pourra accéder sans restriction à l'achat de carburant en devises et, en cas d'indisponibilité, procéder à son importation directe. Le gouvernement a également évoqué l'utilisation sélective d'opérations swap destinées notamment à faciliter certaines transactions internationales, même si les modalités opérationnelles restent à préciser. Parallèlement, le développement de projets immobiliers financés par des partenaires étrangers, incluant potentiellement des logements résidentiels, s'inscrit dans la volonté d'ouvrir un secteur jusqu'ici limité.

Évolution du cadre de recrutement.

Les ajustements relatifs à la main-d'œuvre constituent un autre volet important des annonces. L'agence d'emploi continuera d'intervenir dans le

processus de recrutement, mais l'investisseur étranger obtiendra la décision finale concernant le choix des travailleurs, ce qui constitue un assouplissement significatif par rapport au modèle antérieur. La possibilité d'accorder des compléments de rémunération en devises vise à répondre aux difficultés d'attraction et de rétention de personnel qualifié, dans un contexte de forte migration professionnelle et de dégradation du pouvoir d'achat en monnaie nationale.

Bilan et perspectives des investissements étrangers à Cuba.

Dans l'ensemble, les mesures annoncées confirment la volonté des autorités de rendre le climat des affaires plus attractif et d'envoyer un signal d'ouverture face à la persistance de déséquilibres économiques majeurs. Leur impact dépendra toutefois de leur mise en œuvre effective, de la stabilité réglementaire et de la capacité du pays à garantir aux investisseurs des conditions opérationnelles plus fluides que celles observées ces dernières années. Malgré les difficultés persistantes, le vice-premier ministre a indiqué que 32 nouveaux projets d'investissement ont été approuvés en 2025, impliquant des capitaux issus de 13 pays, pour un montant total engagé de 1,1 milliard de dollars. Actuellement, Cuba compte 376 entreprises à participation étrangère, provenant de 40 pays, dont 56 sont implantées dans la Zone spéciale de développement de Mariel (ZEDM).

L'actualité en bref

Cuba, Venezuela et Etats-Unis

Le 3 janvier, une opération militaire américaine menée au Venezuela a entraîné la mort de trente-deux militaires cubains présents sur place. Cet événement intervient dans un contexte de relations étroites entre Cuba et le Venezuela, historiquement fondées sur un échange pétrole contre services et sur fond de forte convergence idéologique. Le Venezuela a longtemps constitué le principal fournisseur de pétrole subventionné de Cuba, un apport essentiel au fonctionnement de l'économie cubaine. À la suite de cette opération, le président américain Donald Trump a annoncé l'arrêt des flux de pétrole subventionné et de transferts financiers en direction de Cuba, tout en invitant le gouvernement cubain à entamer des négociations avec Washington, aggravant le climat de tensions préexistants entre les deux pays.

Condamnation de l'ex-Ministre de l'Économie

L'ex-ministre de l'Économie et de la Planification de Cuba, Alejandro Gil, a récemment été condamné par les autorités judiciaires dans deux affaires distinctes, une décision qui marque un événement significatif dans la vie politique et économique du pays. Dans la première affaire, il a été reconnu coupable d'espionnage, d'actes portant atteinte à l'activité économique, de corruption, de soustraction et détérioration de documents officiels, ainsi que de violation de scellés et d'infractions aux normes de



Source: [Cubadebate](#)

protection de documents classifiés. Pour ces faits, le Tribunal a prononcé une peine de réclusion à perpétuité. Dans la seconde affaire, il a été déclaré responsable de corruption, de falsification des documents publics, ainsi que de trafic d'influences et d'évasion fiscale. Pour ces faits, le Tribunal lui a imposé une peine de vingt ans de privation de liberté. Dans les deux procédures, des sanctions accessoires ont été appliquées, incluant la confiscation de biens, l'interdiction d'exercer des fonctions administratives ou impliquant la gestion de ressources humaines, matérielles ou financières, ainsi que la privation de droits publics. En poste depuis 2018, il avait été écarté du gouvernement en février 2024, soupçonné de corruption, sans donner plus de détails.

L'est de Cuba durement touché par l'ouragan Melissa

L'ouragan Melissa, qui a frappé Cuba le 29 octobre 2025, a dévasté la région Est de l'île avec de pluies torrentielles, d'inondations majeures et de vents atteignant les 195 km/h. Des zones de basse altitude comme des régions montagneuses ont été affectées par des crues soudaines et des glissements de terrain. Plus de 750 000 habitants ont dû être évacués. Si aucune victime n'est à déplorer, les autorités cubaines ont fait état de lourds dommages matériels : destructions d'habitations, interruptions du réseau électrique, perte d'accès à l'eau potable, ainsi que d'importantes pertes agricoles et de bétail. Plus de 100 000 logements auraient été touchés.

Face à l'ampleur des dégâts, la société civile s'est mobilisée pour collecter et distribuer des produits de première nécessité à des milliers de sinistrés. Les structures de l'État sont également intervenues pour rétablir les communications et assurer l'assistance vitale, malgré les difficultés d'accès à de nombreuses zones touchées, souvent dispersées et isolées.

Sur le plan international, plusieurs aides ont été annoncées. Des institutions du Système des Nations Unies ont engagé une assistance



Source : Tribuna de La Habana

humanitaire d'urgence ; une première livraison de kits d'hygiène et de soins médicaux est arrivée le 1er novembre. Le Venezuela a acheminé 26 tonnes d'aide et prévoit l'envoi, dans les prochains jours, d'une cargaison supplémentaire de plus de 3 000 tonnes. La Colombie a, pour sa part, dépêché un navire transportant 246 tonnes de denrées alimentaires, de carburant et d'eau potable. Le Secrétaire général de l'ONU a annoncé le déblocage de 4 M USD du fonds d'urgence humanitaire en faveur de Cuba et d'Haïti. Enfin, les États-Unis ont proposé une aide humanitaire de 3 M USD, qui sera distribuée en coordination avec l'Église catholique afin de venir en aide aux populations sinistrées. Les États-Unis ont commencé, le 14 janvier 2026, l'acheminement d'un premier envoi par vols directs depuis Miami vers les provinces orientales. Cette assistance vise environ 24 000 personnes, soit près de 6 000 familles, et comprend des denrées alimentaires de base, des kits d'hygiène, des systèmes de purification de l'eau, ainsi que des couvertures, ustensiles de cuisine et lampes. La distribution est assurée par des organisations indépendantes et religieuses, principalement Catholic Relief Services (Cáritas), afin de garantir une remise directe aux bénéficiaires

Quoi de neuf ?

Visite de la Ronera San José d'Havana Club par M. Raphaël Trannoy, ambassadeur de France à Cuba et du service économique

L'ambassadeur de France à Cuba, Mr. Raphael Trannoy, accompagné par le service économique, s'est rendu à la Ronera de San José, site emblématique de production de la marque Havana Club.

Cette visite a permis d'échanger avec les équipes sur le savoir-faire exceptionnel derrière ce rhum mondialement connu, récompensé par plus de 200 médailles au cours des quatre dernières années, et fruit d'une coopération franco-cubaine entre Pernod Ricard et Cuba Ron.

A l'occasion de la visite à la Ronera de San José, l'ambassadeur de France et le service économique ont rencontré l'un des maîtres rhumiers d'Havana Club, partageant avec passion les secrets d'un savoir-faire unique, transmis à travers les générations - un art désormais inscrit en 2022 au patrimoine immatériel par l'UNSECO. Un héritage vivant qui illustre tant l'excellence que la richesse des traditions cubaines dans la fabrication du rhum.

La visite a également donné lieu à des échanges avec la marque sur sa stratégie RSE ambitieuse. Engagée dans la préservation du savoir-faire traditionnel local, la marque est également soucieuse d'un développement durable et respectueux de l'environnement.

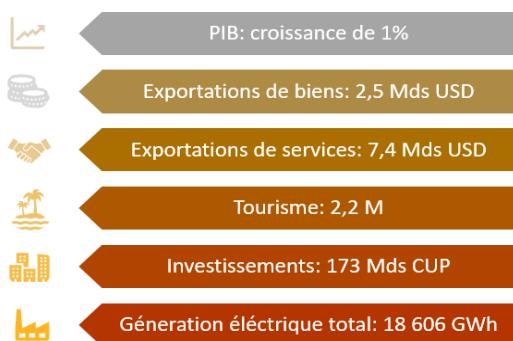


Focus statistique

Plan économique 2026 : gestion de crise et reprise fragile

Lors de la dernière session de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, tenue en décembre 2025, le gouvernement cubain a présenté le Plan économique pour 2026. Celui-ci reconnaît des tensions persistantes dans un contexte de perspectives fragiles susceptibles de se dégrader sous l'effet des actions des États-Unis. Élaboré sur un budget constraint, il vise à gérer la crise et à soutenir une reprise progressive. Les exportations totales de biens et services sont projetées à 9,969 Mds USD, soit une augmentation de 1,122 Mds par rapport à l'estimation de 2025. Cette progression repose sur des exportations de biens évaluées à 2,530 Mds USD et de services à 7,438 Mds. Les services médicaux et touristiques constituent les principaux moteurs de cette croissance. Dans le secteur du tourisme, l'objectif est d'accueillir 2,2 M de visiteurs en 2026, soit une hausse de 15,8 % par rapport à 2025. Les importations demeurent principalement concentrées sur les combustibles et les denrées alimentaires. Ces dernières atteignent un niveau record, en hausse de 288 MUSD par rapport à 2025. Dans le secteur sucrier, la production est estimée à 229 500 tonnes de sucre brut et 15 000 tonnes de sucre raffiné, en hausse significative par rapport à la campagne précédente. Les exportations de sucre devraient atteindre 30 000 tonnes en 2026. La consommation de combustibles est projetée à 7,547 millions de tonnes équivalent pétrole, en augmentation notable par rapport à 2025. Les investissements financés par le budget de l'État s'élèvent à 57,92 Mds de pesos cubains, notamment dans le domaine social, les énergies renouvelables et les infrastructures hydrauliques. Dans ce contexte, la croissance du PIB à prix constants est projetée autour de 1 %, principalement portée par la reprise attendue du tourisme, le dynamisme des secteurs exportateurs et la relance progressive des activités productives et de services.

Chiffres clés du Plan économique 2026



Source : élaboration propre à partir des données publiées par Cubadebate.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Aurélien Salvini, Chef du Service économique de La Havane

Rédaction : Matéo Garcia, Adjoint, et Sailé Ruíz Tudó, Responsable d'études du Service économique de La Havane

Abonnez-vous : lahavane@dgtrésor.gouv.fr